

# Il faut arrêter la guerre de l'eau !

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

*19 septembre 2014*

Jusqu'à quel point, et jusqu'à quand le problème de l'eau va-t-il empoisonner la vie des Guadeloupéens ? C'est une question qui vaut d'être posée, tant les choses semblent emberlificotées et ne semblent pas prendre le chemin d'une quelconque solution. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'en plein XXI<sup>e</sup> siècle, n'avoir pas d'eau à son robinet est un recul de plusieurs décennies. On se croirait encore du temps des faubourgs de Pointe-à-Pitre, où il fallait aller quérir l'eau à la fontaine du quartier. Sauf qu'à l'époque c'était une corvée, mais au moins l'eau arrivait jusqu'à la fontaine publique. Aujourd'hui, la chose est entendue d'avance. Vous pourriez bien carrément ne pas avoir d'eau du tout pendant une matinée, voire toute la journée dans certaines régions. En lieu et place de la jouissance d'un bien vital, on vous organise des tours d'eau. Formule qui ne veut rien dire ou du moins qui dit exactement le contraire de la réalité. On vous annonce que votre quartier est concerné par un tour d'eau. Alors que d'eau vous n'en aurez point. Allez comprendre ! C'est peut-être une formule moderne et soft que les radios reprennent sans trop se poser de questions, mais quelle hérésie ! Dans cette situation ubuesque, le sort qui est fait aux Guadeloupéens privés d'eau, ne semble pas être la préoccupation première des différents protagonistes de cette guerre sourde. Certains, nos élus, pour la plupart sont mus par leur ambition politique et la prégnance qu'ils veulent avoir sur ce qu'ils considèrent être leur territoire. Lucette Michaux-Chevry répondant à une question d'un confrère a déclaré doctement que " la prochaine campagne électorale se ferait autour de l'eau ". Rien que cela ! Mais ce n'est peut-être pas un sujet sur lequel on peut sans droiture, minauder longtemps. Le retour en boomerang peut très bien se révéler catastrophique. D'autres pensent surtout au pouvoir que peut conférer une structure de plus à gérer. Il y a des marchés publics à passer, des emplois à créer, de l'agent à gérer. Tout cela fait écarquiller les yeux ! Au point d'ailleurs, que la plupart des communautés d'agglomération ne se sont pas interrogées un seul instant pour savoir s'il était judicieux de revendiquer

la compétence eau, eu égard à leurs moyens humains et financiers, leur compétence, leur organisation. Elles ont toutes foncé tête baissée. Seul le pouvoir de gérer l'eau leur importait. La communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, avec à sa tête Gabrielle Louis Carabin bien connue pour son intelligence pragmatique a dû convenir que c'était pour elle mission impossible. Elle a reculé. Et maintenant direz-vous ayant tancé nos élus, je fais la part belle à la Générale des eaux. Eh bien non ! La filiale de Véolia est furieuse d'avoir en 2008 perdus sa délégation de service public (DSP) contrat qui lui permettait depuis des décennies de reverser juste un pourcentage au SIAEAG sans autre forme de procès. C'est-à-dire sans aucun contrôle. Personne ne savait ce qu'elle gagnait et surtout, c'est elle qui fixait le prix de l'eau. La Générale des eaux fait tout pour décrocher une nouvelle DSP. Elle a quelques atouts dans la manche. Elle sait faire. C'est son métier. Elle peut très bien obtenir - et pourquoi pas — l'ensemble du marché de l'eau en Guadeloupe, mais comme prestataire de services. Et au nom de quoi en serait-il autrement ?